



CHAIRE GRANDS ENJEUX STRATÉGIQUES CONTEMPORAINS

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

16 FÉVRIER 2026 · DELPHINE DESCHAUX-DUTARD

Étude comparée des orientations de politiques de défense allemandes et françaises face aux révolutions militaires en cours

Maître de conférences en science politique · Université Grenoble-Alpes

L'intervention de Delphine Deschaux-Dutard s'inscrit d'emblée dans le constat d'un changement d'époque marqué par le retour des guerres de puissance sur le continent européen. L'invasion de l'Ukraine par la Russie constitue un moment de rupture stratégique majeur, mettant fin à plusieurs décennies d'illusion relative quant à la marginalisation des conflits interétatiques de haute intensité en Europe. Ce retour de la guerre conventionnelle impose une réévaluation profonde des doctrines, des formats d'armée et des priorités budgétaires.

Au-delà des seules capacités militaires, ce basculement révèle une transformation plus profonde : la défense ne repose plus uniquement sur les forces conventionnelles, mais mobilise désormais l'ensemble des ressources de la nation — solidité économique, cohésion sociale, capacité industrielle, cybersécurité, préparation psychologique des populations et robustesse des institutions. L'analyse comparative des trajectoires française et allemande met en lumière des développements historiques profondément différenciés, qui structurent encore aujourd'hui les cultures stratégiques respectives.

I. UN CHANGEMENT D'ÉPOQUE : RETOUR DES GUERRES DE PUISSANCE ET RECOMPOSITION DES MODÈLES STRATÉGIQUES

1. Des reconstructions stratégiques divergentes après 1945

L'Allemagne d'après-guerre s'est reconstruite militairement dans un cadre strictement encadré par l'Alliance atlantique. La Bundeswehr a été conçue dans une logique de défense collective, sous contrainte politique et mémorielle, marquée par la volonté d'éviter tout retour à une puissance militaire autonome. Cette culture stratégique repose sur la retenue, la multilatéralisation des décisions de sécurité et une forte dépendance aux garanties américaines.

À l'inverse, la France s'est inscrite dans une trajectoire de souveraineté stratégique articulée autour de deux piliers :

- **La dissuasion nucléaire** comme garantie ultime d'indépendance nationale.
- **Le maintien d'un large spectre d'intervention**, permettant la projection de forces extérieures et l'autonomie décisionnelle.

Cette divergence originelle explique les différences persistantes entre Paris et Berlin dans la conception du rôle de la force armée, du rapport à l'OTAN et de l'ambition stratégique européenne.

2. Une rupture majeure des perceptions : la fin de l'auto-limitation allemande

En Allemagne, l'annonce de la *Zeitenwende* (tournant stratégique proclamé en 2022) marque une inflexion historique. Berlin rompt avec la logique d'auto-limitation volontaire de sa puissance militaire et engage un réinvestissement massif dans sa défense, à travers un fonds spécial de 100 milliards d'euros et l'objectif d'atteindre durablement 2 % du PIB consacrés aux dépenses militaires. Ce mouvement traduit une volonté nouvelle d'assumer une responsabilité stratégique accrue en Europe, dans un contexte où la fiabilité de l'engagement américain est perçue comme moins certaine. Néanmoins, cette transformation demeure traversée par des tensions internes : contraintes industrielles, limites capacitaires, difficultés de recrutement et interrogations sociétales sur l'acceptabilité d'un effort militaire durable.

3. La position française : continuité stratégique et adaptation à la haute intensité

Du côté français, la rupture est d'une nature différente. La France n'opère pas un revirement doctrinal comparable, dans la mesure où elle n'avait jamais renoncé à la logique de puissance militaire. Toutefois, le retour de la guerre de haute intensité impose une adaptation significative. La France doit concilier plusieurs impératifs :

- Maintenir son modèle d'armée complet.
- Moderniser ses équipements face à l'évolution des menaces.
- Préserver la crédibilité de sa dissuasion nucléaire.
- Renforcer sa base industrielle et technologique de défense.
- Garantir l'adhésion de la société à un effort de défense accru.

La France s'inscrit dans une logique constante de promotion de l'autonomie stratégique européenne. Toutefois, comme l'a souligné Delphine Deschaux-Dutard, cette position demeure relativement isolée au sein de l'Union européenne. Nombre d'États membres, en particulier en Europe centrale et orientale, continuent de privilégier le cadre de l'OTAN, percevant l'autonomie stratégique non comme un complément mais comme un risque d'affaiblissement du lien américain.

II. ASYMÉTRIES STRUCTURELLES, CONTRAINTES NATIONALES ET PERSPECTIVES POUR LA DÉFENSE EUROPÉENNE

1. Une asymétrie budgétaire inédite et structurante

L'annonce du fonds spécial de 100 milliards d'euros crée, de facto, une asymétrie budgétaire majeure avec la France. À terme, le budget militaire allemand pourrait dépasser significativement celui de Paris, modifiant l'équilibre traditionnel au sein du couple franco-allemand, historiquement marqué par une supériorité capacitaire française.

Toutefois, l'augmentation des crédits ne se traduit pas mécaniquement par une montée en puissance opérationnelle immédiate. Le rattrapage allemand s'inscrit dans une temporalité longue, compte tenu des retards accumulés et des contraintes d'absorption industrielle. La question centrale n'est donc pas uniquement celle du volume budgétaire, mais de la capacité à transformer l'effort financier en capacités militaires effectives et cohérentes.

2. Les limites structurelles du réarmement allemand

Le réarmement allemand se heurte à plusieurs contraintes structurelles majeures :

- **Ressources humaines** : environ 1 jeune sur 4 quitte l'armée après seulement quelques mois. La suspension du service militaire obligatoire et la professionnalisation partielle ont réduit la profondeur du vivier mobilisable.
- **Contraintes industrielles et capacitaires** : la dépendance à certains fournisseurs extérieurs, notamment américains, pose la question de la cohérence stratégique d'un réarmement qui pourrait renforcer l'intégration à l'OTAN plutôt que favoriser une autonomie européenne accrue.
- **Contraintes politiques et constitutionnelles** : la culture de retenue, profondément ancrée dans la société et les institutions, limite encore la marge de manœuvre en matière de projection de forces ou d'engagement offensif.

3. Tensions industrielles et enjeux du SCAF

Les divergences franco-allemandes se cristallisent dans le domaine industriel, en particulier autour du Système de Combat Aérien du Futur (SCAF). Ce programme emblématique révèle des tensions persistantes quant au partage des responsabilités industrielles, à la gouvernance du projet et aux priorités stratégiques respectives.

Pour la France, le SCAF s'inscrit dans une logique de préservation d'une base industrielle et technologique de défense complète, garante de son autonomie stratégique. Pour l'Allemagne, les arbitrages industriels s'insèrent davantage dans une approche de coopération équilibrée et de diversification des partenariats. Ces divergences traduisent des conceptions différentes de la souveraineté industrielle et du rôle des champions nationaux. La coopération franco-allemande demeure ainsi à la fois indispensable et fragile.

4. Perceptions sociétales et arbitrages politiques

Le soutien de l'opinion publique constitue un facteur déterminant pour la mise en œuvre des politiques de défense. En Allemagne, malgré la portée symbolique de la *Zeitenwende*, l'armée souffre d'une image fragile auprès de la société. Le décalage entre la volonté politique de renforcer la puissance militaire et la culture stratégique profondément marquée par l'auto-limitation demeure important.

En France, en revanche, l'armée bénéficie d'une image largement positive et jouit d'un fort soutien populaire, héritage de la tradition gaullienne. Toutefois, la contrainte budgétaire reste une limite tangible : modernisation des forces, maintien de la dissuasion nucléaire et financement des programmes capacitaires doivent être conciliés avec la cohésion sociale et la maîtrise de la dette publique.

5. Quelles perspectives pour la défense européenne ?

L'asymétrie budgétaire croissante pourrait, à terme, redéfinir les rapports de leadership au sein de l'Union. Toutefois, la puissance financière allemande ne suffit pas à établir un leadership stratégique sans volonté politique affirmée ni culture d'engagement correspondante. La France continue de promouvoir une vision ambitieuse de l'autonomie stratégique européenne, mais se heurte à la prudence de plusieurs partenaires.

Conclusion

La transformation actuelle ne constitue pas seulement un ajustement capacitaire : elle engage une recomposition plus large des équilibres politiques, industriels et sociétaux en Europe. Si Berlin connaît une rupture stratégique historique avec la Zeitenwende, Paris fait face à une intensification des exigences pesant sur un modèle déjà orienté vers l'autonomie et la projection. La relation franco-allemande se trouve à un moment charnière : le réarmement allemand ouvre des opportunités de convergence, mais révèle aussi des divergences structurelles profondes qui engagent l'avenir de la défense européenne. La viabilité d'une politique de défense repose autant sur la perception et l'adhésion de la société que sur les moyens financiers et industriels.